

COMMUNIQUÉ DE PRESSE – POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Loi Bachelot sur la santé : les Français doivent se préparer à des files d'attente de plus en plus longues

Paris, le jeudi 28 mai 2009 – Avec la loi « Hôpital, patients, santé et territoires » présentée par Roselyne Bachelot et actuellement débattue au Sénat, le gouvernement renforce la mainmise de l'État sur le secteur de la santé et rapproche le système français du *National Health Service (NHS)* britannique.

Selon une nouvelle étude de l'Institut économique Molinari, cette évolution est particulièrement dangereuse : au Royaume-Uni, les dépenses de santé n'ont pas été maîtrisées, alors que les soins ont été strictement rationnés.

Une maîtrise des dépenses inefficace

Outre-Manche, l'État exerce un contrôle extrêmement serré sur le secteur de la santé. Il n'existe pas réellement de secteur libéral au sens où nous l'entendons traditionnellement en France. Malgré les contrôles publics à tous les étages, les dépenses de santé n'ont jamais été maîtrisées. Entre 1998-1999 et 2007-2008 et en tenant compte du taux d'inflation, le budget du NHS a crû de 81,9%, alors que les files d'attente n'ont diminué que de manière minime.

Il ne suffit donc pas de renforcer le contrôle de l'État sur le secteur de la santé pour maîtriser efficacement les dépenses : c'est pourtant le chemin dans lequel s'engage le gouvernement Fillon en supprimant peu ou prou le secteur libéral.

Un rationnement des soins aux conséquences graves pour les patients

Au Royaume-Uni, l'étatisation des soins a des conséquences désastreuses :

- Des files d'attente : en janvier 2009, plus de 150 000 personnes attendaient depuis 8 à 13 semaines pour être admises à l'hôpital.
- Des patients à qui l'on refuse des traitements jugés trop chers : pendant un temps, les patients souffrant d'un cancer du rein ne pouvaient pas bénéficier du médicament Sutent, pourtant prescrit dans tous les autres pays d'Europe occidentale.
- Des inégalités selon les localités : une même pathologie peut être soignée dans une commune et pas dans une autre.

Selon Guillaume Vuillemeys, auteur de l'étude, « *la France n'échappera pas à ce type de rationnement. La réduction de la part du secteur libéral, entamée en 1996, menace*

directement la qualité des soins dont les patients bénéficient ».

Si la France a longtemps bénéficié de l'un des meilleurs systèmes de santé au monde, les choses sont en train de changer. Une pénurie de soins commence à apparaître dans certaines régions, et les mesures actuellement décidées ne feront que la renforcer à long terme. Sous couvert de rationalisation des dépenses, c'est en réalité bien un rationnement qui s'opère.

Aujourd'hui, il est donc essentiel de stopper l'étatisation croissante de notre système de santé.

Intitulée *Les effets pervers de la maîtrise publique des dépenses de santé : l'exemple anglais*, l'étude est disponible à :
<http://www.institutmolinari.org/pubs/note20091fr.pdf>

* * *

L'Institut économique Molinari (IEM) est un organisme de recherche et d'éducation qui vise à entreprendre et à stimuler l'approche économique dans l'analyse des politiques publiques. Il s'est fixé comme mission de proposer des solutions alternatives et innovantes favorables à la prospérité de l'ensemble des individus composant la société.

* * *

Informations et demandes d'interviews :

Valentin Petkantchin, PhD
Directeur de la recherche
Institut économique Molinari
GSM: +33 6 82 69 17 39
valentin@institutmolinari.org
www.institutmolinari.org